

TIZI-OUZOU

Le mouvement de protestation se durcit à la cotonnière de Draâ-Ben-Khedda

Le conflit qui secoue la cotonnière de Draâ-Ben-Khedda, après douze jours de grève, a atteint lundi une autre dimension. Las de ne voir rien venir de la part de toutes les parties concernées, notamment les «tuteurs» de la section syndicale de l'entreprise, les travailleurs ont franchi un autre palier dans leur protestation.

Ainsi, après avoir menacé d'occuper l'autoroute, ils sont passés à l'acte mercredi dernier, hier, où ils ont convenu de donner plus de consistance à leur mouvement. En assemblée générale ouverte depuis une douzaine de jours donc, les travailleurs, du moins la majorité, selon des membres du collectif mis

sur pied pour mener les tractations avec toutes les parties concernées, ont appelé d'abord à un sit-in auquel ont répondu présent plusieurs dizaines de mécontents de l'ex-Cotitex de Draâ-Ben-Khedda. Puis, dans la mi-journée, pas loin d'une trentaine de travailleurs ont investi puis occupé le siège de l'union locale de

l'UGTA, à quelques centaines de mètres plus haut au centre de Draâ Ben Khedda. Un durcissement du mouvement qui va chaque jour crescendo et, à les en croire, les travailleurs n'ont pas l'intention de lâcher prise. On rappellera que les travailleurs de la Cotonnière de Draâ-Ben-Khedda sont montés au créneau pour exiger, entre autres revendications, la dissolution de la section syndicale. Cette dernière ne veut pas en démordre d'autant plus que de Tizi-Ouzou, l'Union de wilaya

du syndicat UGTA semble avoir décidé de défendre la cause de la section «incriminée» par les travailleurs. Section au sujet de laquelle les travailleurs ont reçu une «garantie quant à sa dissolution» juste avant qu'il mettent fin à l'occupation du siège de l'union locale, selon un des membres du collectif contacté lundi en milieu d'après-midi.

«Une promesse qui risque, si elle n'est pas tenue, d'exacerber la situation», a conclu la même source.

A. M.

FILIÈRE AVICOLE

L'inquiétude des exploitants de la daïra d'Iferhounène et d'Abi Youcef

Considérée comme principale activité pour les exploitants agricoles de cette région de haute montagne, la filière avicole n'arrête pas de subir les contrecoups de l'augmentation croissante sur le marché international du prix des matières premières, le soja et le maïs qui entrent dans la fabrication de l'aliment du bétail.

Si cette situation persiste, elle risque de porter un coup fatal à ces petits opérateurs, bénéficiaires pour la plupart de crédits bancaires, positionnés en grande partie au niveau des communes d'Iferhounène, Imsouhal et Iliitène, dans la daïra d'Iferhounène dans la commune voisine d'Abi Youcef. «Nous sommes un groupe de petits exploitants dont la capacité

moyenne de production des élevages avoisine les 80 000 unités en élevage de poules pondeuses qui risquons tout simplement de disparaître et de mettre fin à notre activité si les pouvoirs publics concernés ne prennent pas des mesures urgentes et nécessaires pour nous éviter un telle issue », se plaint M. Yahia Masdjid, un jeune opérateur de la commune d'Iferhounène. «Si cette situation est pénalisante pour l'ensemble de la filière, les exploitants agricoles des hautes montagnes subissent aussi les risques liés à la situation géographique, surtout en hiver où les conditions climatiques ne sont guère favorables à la survie et à l'activité normale des élevages», précise-t-il. A tous ces aléas, ce

jeune opérateur, venu dans cette filière agricole grâce à la concrétisation d'un projet Ansej, évoque d'autres paramètres liés à la cherté d'autres intrants comme, par exemple, les vitamines de croissance et aux charges exorbitantes qui ne permettent pas aux producteurs d'équilibrer leur budget, sachant qu'un plateau d'œufs, dont le prix de revient est 180 DA à la production, est cédé sur le marché de gros du centre du pays (Eucalyptus) à 150 DA. Une conjoncture défavorable pour ces exploitants agricoles dont l'activité constitue un atout économique non négligeable pour cette région de l'arrière pays montagneux de Kabylie.

S. A. M.

FÊTE NATIONALE DE LA POLICE À MILA

La Sûreté de wilaya dresse son bilan

Dans un point de presse tenue la veille de la célébration de leur fête nationale, les responsables des différents services de la Sûreté de wilaya (police judiciaire, Sûreté publique, activités sociales et sportives) ont présenté leur bilan d'activités pour ce premier semestre.

Ainsi, il a été enregistré durant ladite période 1 738 affaires impliquant 1 682 personnes dont 188 mineurs et 107 femmes. Les délits et crimes contre les personnes caracolent en tête de ce «hit parade» avec 781 affaires où 788 personnes sont impliquées dont 54 ont été placées sous mandat de dépôt.

Viennent ensuite les délits et crimes contre les biens avec 586 affaires mettant en cause 338 personnes dont 84 mises sous mandat de dépôt ; 239 affaires et 234 personnes impliquées dont 35 mandats de dépôt ; crimes et délits contre les mœurs et la famille 68 cas, 102 personnes impliquées dont 9 mineurs, 8 femmes

et 68 mandats de dépôt ; crimes et délits contre l'économie nationale qui ont permis l'arrestation de 37 personnes ; crimes et délits contre l'ordre public et la sécurité publique et enfin 43 affaires de drogue impliquant 61 personnes dont 5 mineurs et 54 mises sous mandat de dépôt pour une quantité saisie de 394 grammes et 40 comprimés de psychotropes.

Le service de la Sûreté publique a enregistré, quant à lui, pour la même période : 1 456

interventions ; maintien de l'ordre 763 cas ; constructions illicites 408 cas ; assainissement et commerce illicite 25 cas et amendes forfaitaires 32 703 cas. Les accidents de la route ont enregistré pour cette même période 215, provoquant la mort de 6 personnes et faisant 256 blessés.

Le nombre de délits routiers enregistrés est de 953 ; retrait de permis 589 cas et enfin 1 122 cas de délits d'excès de vitesse.

A. M'haimoud

MASCARA

Ces citernes du commerce de l'eau répondent-elles aux conditions d'hygiène ?

Il est établi que dans certaines localités, le commerce de l'eau se pratique à grande échelle. Le nombre de citernes qui sillonnent les artères de certaines cités se multiplie en période estivale. La procession de citernes voire de camions qui font le plein du côté de Chorfa près de Sig est impressionnante.

C'est l'existence de nombreuses sources qui favorise ce phénomène et l'eau est parfois acheminée vers Oran ou Misserguin. Alors dans tout ceci les conditions d'hygiène sont-elles respectées ? Dans la cité des Oliviers qui est quelque peu sorti du cauchemar vécu pendant de longues années, la situation de l'AEP s'est améliorée depuis une année environ. Contacté mardi dernier, le P/APC de Sig nous signale qu'un problème technique a causé une perturbation ces jours-ci au niveau du quartier populaire de M'dina J'dida et que la situation avait été rétablie rapidement.

A propos des citernes qui circulent dans la commune de Sig, celui-ci nous déclarera qu'elles étaient de deux genres, d'abord celles de l'eau destinées aux confiseurs et autres industriels puis celles qui alimentent les foyers car très peu de Sigois consomment l'eau de robinet. Côté prévention, le maire est catégorique : «Il n'y a pas de citernes circulant qui ne soient recensées au niveau des services communaux. Le responsable du bureau d'hygiène assure sa mission en effectuant des contrôles tout comme les services de police», ajoutera-t-il. «Celles-ci sont peintes avec une couleur blanche et des tests sont effectués périodiquement. Nous avons une responsabilité d'hygiène publique et nous œuvrons afin d'éliminer tous les risques. Celles qui sont donc destinées à l'eau potable à partir de Chorfa, Ouled Bouziane et Sidi Ali Cherif sont au nombre de 70.»

A Mascara, aussi la rigueur semble être de mise puisque du côté du bureau d'hygiène communal l'on nous confirme que les citernes sont régulièrement contrôlées. La couleur verte est requise et des tests sont effectués.

Spectacle désolant à la cité des 936-Logements

Les services communaux ont touché beaucoup de quartiers de la ville dans le cadre de l'opération de dotation en poubelles géantes mais cela ne suffit apparemment pas en l'absence de civisme, puisque vous voyez des décharges pousser çà et là. Si le vendredi en sortant du cimetière de Sidi Mouffok et que vous traversez le village pour prendre un raccourci en empruntant les escaliers qui mènent à la cité des 936-Logements, vous êtes ahuri devant le spectacle qui s'offre à vous. A côté des vieilles habitations de ce vieux quartier, le lieu est en passe de devenir une décharge publique, sachets, détritus et ordures se mêlent.

À quand des mesures concernant les lots de terrain à l'abandon ?

Des citoyens de Sidi Saïd se sont rendus à notre bureau pour dénoncer le silence des autorités face à ces propriétaires de lots de terrain à l'état d'abandon qui sont parfois transformés en ce que vous devinez. Ils sont nombreux et certaines attributions remontent à plusieurs années. La commune de Mascara a adressé il est vrai par le biais de son service de l'urbanisme des mises en demeure. Mais cela n'a apparemment pas donné les résultats escomptés.

Mohamed Medebber